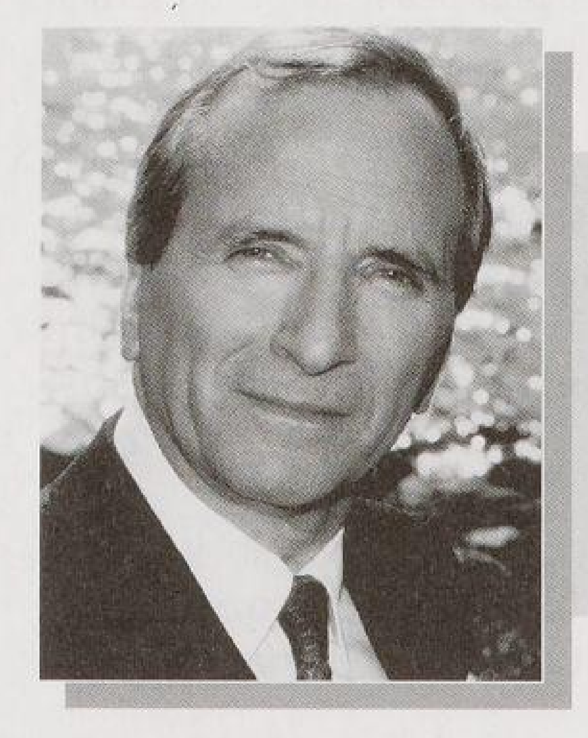
ELECTIONS LEGISLATIVES DES 21 ET 28 MARS 1992



1ère CIRCONSCRIPTION DE LA CORSE-DU-SUD

UNION REPUBLICAINE
Nicolas ALFONSI

Madame, Monsieur,

Avant de justifier les raisons qui m'ont conduit à solliciter votre suffrage, il me paraît opportun **de rappeler** quelques faits essentiels.

Dès le lendemain de l'élection présidentielle de 1988, j'avais proposé au Gouvernement un plan de redressement pour la Corse reposant sur une stratégie simple, **celle de la résistance à la poussée des nationalistes par un réinvestissement de l'Etat et par un plan de développement économique et social ambitieux.**

Contrairement à mes propositions et à **ses engagements**, le Gouvernement négociait avec eux une trêve artificielle et choisissait de faire voter un nouveau statut et une loi d'amnistie.

Le Député sortant, élu de la famille libérale, dans une démarche personnelle, cautionna **cette politique qui n'aurait jamais pu se réaliser s'il n'y avait donné la main.**

Faisant passer l'intérêt de la Corse avant les concepts de Droite et de Gauche, je dénonçais cette politique suicidaire, dont on n'a pas fini de mesurer les conséquences : explosion idéologique de la société corse, perte de tout repère politique, accélération dans l'île, pour des raisons politiques, de la crise économique et sociale, **sentiment dans la communauté nationale que nous ne sommes plus des Français comme les autres !**

Ma candidature, avec Edouard CUTTOLI, qui a bien voulu accepter de s'associer à ma démarche, **découle de ce qui précède et se situe dans le cadre de "L'Union Républicaine". Nous appelons tous ceux qui s'identifie à notre démarche à la soutenir.**

• Revendiquant le droit d'être par priorité préoccupé par les graves problèmes qui interpellent notre communauté, libre de toute attache partisane, **je siègerai parmi les "non inscrits".**

• Ayant combattu plus que tout autre la politique du Gouvernement sortant en Corse, **j'accorderai en conséquence, un préjugé favorable à l'action conduite par le futur Gouvernement,** sachant d'ores et déjà que je serai entendu.

* * *

L'enjeu national ayant disparu de la circonscription d'AJACCIO, c'est tout au contraire l'enjeu régional qui doit être pris en considération, et il vous appartient, à l'occasion de la consultation, de faire remonter un message clair vers ceux qui auront en charge les affaires du pays au mois d'avril prochain.

Aussi, de deux choses l'une :

• en renouvelant votre confiance au Député sortant, vous approuveriez la politique qu'il a cautionnée, voire inspirée, laissant à ceux qui gouverneront demain, un héritage désastreux. Votre choix conduirait à un affrontement éventuel au 2ème tour du Député sortant et du candidat nationaliste.

Nicolas ALFONSI : c'est plus sûr.

Quel enseignement, dans cette hypothèse, le futur Gouvernement pourrait-t-il tirer des résultats du scrutin de la **circonscription symbolique d'AJACCIO ?** Cela vaudrait, à l'évidence, approbation de la politique du Gouvernement Socialiste suivie depuis quatre ans.

• **Ma candidature, en offrant, à l'inverse, une alternative** à tous ceux qui, quelle que soit leur sensibilité de Droite ou de Gauche, ont le sentiment d'avoir été trahis, **car il ne saurait y avoir d'action politique sans sanction,** vous donne l'occasion de faire remonter vers la Nation un signal fort ; **vous traduirez le sentiment de notre communauté qui souhaite ardemment le retour aux vertus et à l'ordre républicains et le réinvestissement de l'Etat.**

Alors que le paysage politique se recompose et que les hommes et les comportements transcendent les appareils et les partis, **toute nouvelle politique au plan national, quels que soient ses bienfaits, ne pourra jamais avoir de retombées positives dans notre région si les deux conditions précitées n'étaient pas réunies.**

Enfin, au moment où beaucoup de nos compatriotes, souvent abusés par une propagande ambiguë, s'apprêtent à voter pour la "nationalité corse" (page 19 du programme de "Corsica Nazione"), il est impératif de nous remettre en possession de nous-mêmes et d'affirmer haut et fort à la communauté nationale notre croyance dans **le principe d'égalité et de solidarité que seule la République peut garantir.**

Le reste, en effet, nous sera donné par surcroît.

* * *

• La réhabilitation de l'aménagement du territoire, aujourd'hui en déshérence,

• **La nécessité d'assurer à PARIS, auprès du Premier Ministre, l'impulsion et la synthèse des dossiers lourds liés au développement économique par la mise en place d'une cellule permanente à caractère opérationnel,**

• **La marche vers l'équité** par le respect des procédures et des règles de droit qui implique une forte cohérence entre l'action des élus locaux et l'intervention du pouvoir central,

• **La conclusion, enfin, d'un contrat d'objectif de 5 ans entre l'Etat et la Région, donnant priorité à la Formation des hommes, aux équipements et aux mesures économiques susceptibles de promouvoir le développement,**

constituent autant d'éléments d'une action politique cohérente qui seule pourra amorcer le redressement de l'activité économique et, dès lors, l'amélioration de la situation de l'emploi, en réduisant les effets psychologiques dévastateurs du chômage dont la jeunesse est la première victime.

J'attends, pour ma part, votre soutien, dans la plus grande sérénité.

Edouard CUTTOLI,
Président de la Chambre de Commerce
Conseiller à l'Assemblée de Corse
Deuxième Adjoint au Maire d'AJACCIO

Cuttoli

Nicolas ALFONSI
Avocat à la Cour
Maire de Piana
Premier Vice-Président de l'Assemblée de Corse

N. Alfonsi

Nicolas ALFONSI : c'est plus sûr.

IMP. NOUVELLE COLOR - AJACCIO